



Fiscalité: des **crédits d'impôt** surtout pour les riches *Page B 3*



Libye: le **groupe EI** perd son fief de Syrte *Page B 5*

ÉCONOMIE

CAHIER B • LE DEVOIR, LE MARDI 6 DÉCEMBRE 2016

Postes Canada : les syndiqués acceptent les ententes

FRANÇOIS DESJARDINS

Les ententes de principe entre Postes Canada et ses employés récoltent 63% d'appuis chez les facteurs urbains, comparativement à seulement 55% chez leurs collègues suburbains et ruraux.

Ce résultat, qui survient après cinq semaines de vote au sein du personnel de la société d'État, portait sur des conventions collectives de deux ans, dont une des principales caractéristiques consiste à reporter à plus tard la discussion de certains gros enjeux, comme la retraite.

En 2012, au terme d'une négociation précédée par un lockout et une loi spéciale de retour au travail sous le gouvernement Harper, les ententes avaient récolté 57% d'appuis en ville (67% à Montréal, mais 24% à Toronto) et 68% en milieu suburbain et rural.

La ventilation régionale des votes sera publiée après la confirmation des chiffres par le vérificateur, a indiqué lundi après-midi la direction du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP). «Le Conseil exécutif national et le Comité de négociation tiennent à remercier tous les membres qui ont pris le temps de participer à cet important processus», a ajouté le STTP dans un bref communiqué.

La série précédente, en 2011, s'était soldée par le décret d'un lockout. Cette fois, la négociation n'a pas mené à un arrêt de travail, mais s'est étirée sur des mois, ponctuée d'une demande d'arbitrage, d'un vote de grève, d'un préavis de grève et de l'intervention inhabituelle de la direction d'eBay Canada.

L'enjeu de la retraite

Parmi les gros enjeux figurait la nature du régime de retraite, à prestations déterminées, que Postes Canada voudrait convertir en un régime à cotisations déterminées. La société d'État estime que le régime actuel pèse beaucoup trop lourd et que son déficit de solvabilité de 8,1 milliards est inacceptable. Le STTP préfère évaluer le régime sur une base de continuité, laquelle dégage un excédent d'environ un milliard. Cet enjeu a été retiré de la table et sera abordé plus tard.

De plus, les parties ont convenu d'un processus de révision d'équité salariale pour les facteurs ruraux et suburbains.

Au chapitre salarial, l'unité urbaine (42 000 membres) bénéficiera d'une hausse de salaire de 1% rétroactive au 1^{er} février 2016 et une autre de 1,5% le 1^{er} février 2017. Ceux de l'unité suburbaine et rurale auront une augmentation de 1,5% rétroactive au 1^{er} janvier 2016 et une autre 1,5% au 1^{er} janvier 2017.

La courte durée des conventions signifie toutefois que les négociations reprendront en 2017. «Une bonne partie de nos enjeux ne sont toujours pas réglés. Donc, à pareille date l'an prochain, nous nous préparons à un retour à la table de négociation pour terminer le travail.

VOIR PAGE B 2 : POSTE

ENTREVUE



Le président de la Fédération des travailleurs du Québec, Daniel Boyer

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

ÉLECTIONS PROVINCIALES

La FTQ favorisera le Parti québécois pour battre les libéraux

La centrale syndicale a l'intention d'appuyer les candidats qui ont le plus de chances de battre les libéraux, mais refuse de soutenir la CAQ

KARL RETTINO-PARAZELLI

À moins de deux ans des prochaines élections provinciales, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) remet sa machine politique en marche. Elle affirme qu'elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour déloger les libéraux de Philippe Couillard sans soutenir un parti en particulier, mais tout indique qu'elle incitera ses militants à appuyer le Parti québécois (PQ).

Lors des dernières élections fédérales, la FTQ a ciblé onze circonscriptions où les conservateurs de Stephen Harper étaient susceptibles de l'emporter. Elle est parvenue à leur barrer la route six fois en appelant ses membres à voter stratégiquement pour des candidats néodémocrates ou libéraux.

En entrevue éditoriale au *Devoir* lundi, les di-

rigeants de la plus importante centrale syndicale québécoise ont confirmé qu'ils utiliseront la même stratégie en 2018, lorsque les libéraux tenteront de se faire réélire, en ajoutant toutefois une condition.

Pas la CAQ

Aucun parti politique ne sera privilégié, explique le président de la FTQ, Daniel Boyer, «mais en même temps, ça prend un parti progressiste qui défend les valeurs qu'on défend aussi. C'est pour ça qu'on voit mal comment on pourrait appuyer un candidat de la Coalition avenir Québec».

«On n'ira pas jouer dans les 128 circonscriptions. L'élection va se jouer dans le 450», ajoute le secrétaire général, Serge Cadieux. C'est pourtant dans les banlieues nord et sud de Montréal que la CAQ a enregistré ses gains les plus importants lors des élections de 2014.

Est-ce à dire que la FTQ appuiera le PQ? «On n'appuie pas un parti politique. On appuie le candidat qui a le plus de chances de battre les libéraux», répète M. Cadieux. «On a déjà appuyé le PQ publiquement. On avait travaillé dans toutes les circonscriptions où le PQ voulait qu'on travaille. Aujourd'hui, on garde notre indépendance.»

Rappeler le bilan libéral

MM. Boyer et Cadieux ont été réélus sans opposition à la tête de FTQ lors du dernier congrès de l'organisation qui s'est conclu vendredi dernier à Montréal. Au cours de leur prochain mandat de trois ans, ils ont l'intention de rappeler à la population le bilan des libéraux de Philippe Couillard, «qui ont désinvesti dans tous les programmes».

VOIR PAGE B 2 : BOYER

VICTOIRE DU NON

Les banques italiennes face au scénario du pire

ANNE MICHEL

C'était le scénario du pire pour la stabilité financière de l'Europe, et voilà qu'il se concrétise. La victoire du non au référendum italien, dimanche, ouvre une période d'incertitude politique préjudiciable à l'économie de la Péninsule. Une incertitude possiblement catastrophique pour son secteur bancaire.

Avec ce non, c'est en effet toute l'action engagée par le gouvernement de Matteo Renzi dans le domaine financier, pour assainir des banques plombées par des mauvaises créances, qui se voit sinon compromise du moins stoppée net. Ce dommage collatéral est lourd de conséquences, tant il y a urgence à nettoyer un secteur bancaire entravé par près de 360 milliards d'euros (515\$CAN) de crédits compromis — l'équivalent de

20% du PIB de l'Italie ou de l'intégralité de celui de l'Autriche. Car non seulement les banques peinent à financer l'économie, donc à soutenir le redémarrage de la croissance, mais leurs difficultés mena-

La victoire du non risque de porter un coup d'arrêt au processus d'apurement de l'énorme stock de crédits irrécouvrables des banques

cent de déstabiliser le reste du système bancaire européen.

Dossier explosif

Le dossier «BMPS», du nom de la Banca Monte dei Paschi di Siena, au bord de la faillite, est le plus explosif. Le 24 novembre, l'horizon s'était pourtant éclairci pour le plus vieux établissement fi-

nancier du pays, troisième par la taille, miné par des actifs à risques et sous-capitalisé. BMPS avait obtenu le feu vert de ses actionnaires à un plan de sauvetage géant, passant par une recapitalisation de 5 milliards d'euros auprès d'investisseurs sur les marchés. Cette recapitalisation devait se dérouler au plus vite et servir d'exemple pour d'autres banques et d'autres levées de fonds. Mais la nouvelle

donne politique rebat les cartes. «Il sera difficile pour BMPS de trouver de l'argent dans ce contexte. Les investisseurs ont besoin de clarté. Ils veulent savoir de quoi demain sera fait», estime Silvia Merler, économiste au sein du think tank européen Bruegel.

VOIR PAGE B 2 : ITALIE



Le dossier explosif de la banque Monte Dei Paschi di Siena revient au premier plan à la suite de la victoire du non.

GIUSEPPE CACACE AGENCE FRANCE-PRESSE

ÉCONOMIE

LIBRE-ÉCHANGE

Quarante universitaires demandent une autre politique à l'UE



Des universitaires européens et américains se sont ralliés autour du chef du gouvernement de la région belge de Wallonie, Paul Magnette.

Bruelles — Une quarantaine d'universitaires européens et américains réunis autour du chef du gouvernement de la région belge de Wallonie, Paul Magnette, ont réclamé lundi que l'UE négocie d'une manière différente les traités commerciaux internationaux, afin de répondre aux inquiétudes suscitées par l'accord de libre-échange AECG.

Ces universitaires — dont les économistes français Philippe Aghion, Thomas Piketty et Jean-Paul Fitoussi — figurent parmi des premiers signataires d'un texte baptisé «*Déclaration de Namur*», dont M. Magnette a pris l'initiative après avoir mené en octobre une fronde contre le AECG (Accord économique et commercial global), signé récemment avec le Canada.

Dans cette déclaration, transmise au président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, les signataires considèrent que l'UE «*n'est pas en mesure de négocier un accord équilibré avec les États-Unis compte tenu de l'asymétrie des partenaires*».

Les débats autour du traité avec le Canada, finalement signé le 30 octobre, «*ont révélé que la*

manière dont l'UE négocie les traités internationaux, et le contenu de ceux-ci, sont contestés par des pans toujours plus larges des opinions publiques», estiment-ils.

Analyses contradictoires

Pour garantir une plus grande transparence et un meilleur respect du contrôle des Parlements, ils réclament des analyses contradictoires et publiques avant que les États membres accordent un mandat à la Commission européenne, qui représente les 28 dans ce type de négociations.

Pour les signataires de la «*Déclaration de Namur*», du nom de la capitale de la Wallonie, la dernière région d'Europe à avoir approuvé le AECG, les traités doivent contribuer au «*développement soutenable, à la réduction de la pauvreté et des inégalités et à la lutte contre le réchauffement climatique*». Ils réclament en outre que les résultats intermédiaires des négociations soient rendus publics et argument qu'il ne faut pas privilégier l'application provisoire des traités, l'un des points qui a le plus crispé les opposants au AECG.

Ils exigent que toutes les parties à un traité

commercial aient ratifié les instruments internationaux en matière de défense des droits de l'homme et des normes sociales, ou encore l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Les traités commerciaux devraient, selon eux, comporter des «*exigences chiffrées en matière fiscale et climatique*» [taux d'imposition minimaux sur les sociétés, réduction des gaz à effets de serre] et «*exclure intégralement les services publics et d'intérêt général*» de leur champ d'application.

Sur la question controversée du règlement des conflits entre État et entreprises, les signataires de la Déclaration de Namur recommandent de «*privilégier le recours aux juridictions nationales et européennes*» et de n'instaurer des tribunaux arbitraux que s'ils offrent toutes les garanties de compétence et d'impartialité.

En conclusion, plaident-ils, ces principes «*doivent permettre à l'UE de démontrer que les échanges commerciaux ne servent pas les intérêts privés au détriment de l'intérêt public*».

Agence France-Presse

MARCHÉS BOURSIERS

TORONTO		New York		PÉTROLE	
S&P TSX	15 095,17 ▲ +42,65 +0,3%	S&P 500	2204,71 ▲ +12,76 +0,6%	51,79	+0,11 \$US
		NASDAQ	5308,89 ▲ +53,24 +1,0%	OR	1176,50
		DOW JONES	19 216,24 ▲ +45,82 +0,2%	DOLLAR CANADIEN	75,32
				1 \$US = 1,3276	69,98
				1 EURO = 1,4289	-0,62 EURO

Titre	Symbole	Fermature (\$)	Variation (%)	Volume (000)	Titre	Symbole	Fermature (\$)	Variation (%)	Volume (000)		
LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO					SERVICES PUBLICS						
S&P TSX	SPTT	15095.17	42.65	0.28	227070	Fortis	FTS	40.00	-0.10	693	
S&P TX20	TX20	647.55	4.90	0.76	85152	TransAlta	TA	7.32	0.07	638	
S&P TX60	TX60	887.94	2.10	0.24	106141	TECHNOLOGIE					
S&P TX60 Cap.	TX6C	981.88	2.31	0.24	106141	BlackBerry	BB	10.10	0.04	786	
Cons. de base	TTCS	514.00	-2.56	-0.50	4334	CGI	GIB.A	62.31	-0.22	631	
Cons. discrét.	TTCD	177.24	0.26	0.15	6418	TÉLÉCOMMUNICATIONS					
Énergie	TTEN	222.44	1.39	0.63	57239	BCE	BCE	57.66	0.29	0.51	1069
Finance	TTF5	273.80	0.39	0.14	26787	Manitoba Telecom	MBT	37.22	-0.03	-0.08	57
Aurifère	TTGD	193.41	-0.83	-0.43	109537	Rogers	RCL.B	51.11	0.01	0.02	467
Santé	THHC	69.16	-0.83	-1.19	2962	Telus	T	42.19	0.10	0.24	988
Tech. de l'info	TTTK	55.09	-0.17	-0.31	3845	FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE					
Industrie	TTIN	204.04	0.78	0.38	7970	iShares DEX	XBB	31.25	0.03	0.10	203
Matériaux	TTMT	236.41	2.38	1.02	97180	iShares MSCI	XEM	26.50	0.22	0.84	15
Immobilier	TTRT	277.05	-1.01	-0.36	4487	iShares MSCI EMU	EZU	33.12	0.00	0.00	0
Télécoms	TTTS	147.74	0.25	0.17	2581	iShares S&P 500	XSP	25.38	0.15	0.59	141
Sev. collect.	TTUT	229.28	0.51	0.22	5481	iShares S&P/TSX	XIC	23.99	0.07	0.29	167
Métaux/minerals	TTMN	670.38	0.00	0.00	0	LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO					

TSX Croissance	JX	751.13	1.76	0.23	75583
ENTREPRISES DE CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE					
Alim. Couche-Tard	ATD.B	60.59	0.02	0.03	678
Canadian-Tire	CTC.A	139.45	-0.37	-0.26	170
Cogeco	CCA	64.28	0.42	0.66	26
Corus	CJR.B	12.22	0.09	0.74	756
Groupe TVA	TVA.B	31.11	0.03	0.97	20
Jean Coutu	PJC.A	21.11	-0.13	-0.61	155
Loblaws	L	69.39	-0.18	-0.26	654
Magna	MG	56.53	0.63	1.13	862
Metro	MRU	40.15	-0.18	-0.45	593
Quebecor	QBR.B	35.41	0.03	0.08	305
Uni Select	UNS	30.02	0.39	1.32	72
Saputo	SAP	45.81	-0.56	-1.21	746
Shaw	SJR.B	26.00	-0.10	-0.38	771
Dollarama	DOL	101.84	-0.35	-0.34	351
Restaurant Brands	QSR	64.04	0.66	1.04	186
Transat A.T.	TRZ	5.65	-0.01	-0.18	46
Yellow Media	Y	18.67	0.26	1.41	12

ÉNERGIE	CCO	12.95	0.44	3.52	1213
Canameco	CCO	12.95	0.44	3.52	1213
Canadian Natural	CNQ	45.20	-0.11	-0.24	2166
Hydro One	H	22.74	-0.06	-0.26	431
Enbridge	ENB	55.62	0.12	0.22	1132
EnCana	ECA	16.97	0.12	0.71	6726
Enerplus	ERF	12.05	0.17	1.43	947
Pengrowth Energy	PGF	2.12	0.07	3.41	2018
Pétrolière Impériale	IMO	45.27	0.57	1.28	569
Suncor Energy	SU	43.09	0.27	0.63	2705
Enovus Energy	CVE	20.68	-0.07	-0.34	1806
TransCanada	TRP	58.62	-0.04	-0.07	1619
Valence	VNR	20.87	0.35	1.71	49

FINANCIÈRES	CM	108.76	0.27	0.25	1192
B. CIBC	CM	108.76	0.27	0.25	1192
B. de Montréal	BMO	89.58	0.58	0.65	1106
B. Laurentienne	LB	54.24	0.15	0.28	88
B. Nationale	NA	52.28	0.76	1.48	2240
B. Royale	RY	87.92	0.19	0.22	1803
B. Scotia	BNS	74.29	-0.08	-0.11	1368
B. TD	TD	63.60	0.28	0.44	2369
Brookfield Asset	BAM.A	43.26	0.02	0.05	627
Cominar Real	CUF.UN	14.14	0.04	0.28	287
Corp. Fin. Power	PWF	33.73	0.04	0.12	408
Fin. Manuvie	MFC	23.06	-0.18	-0.77	3913
Fin. Sun Life	SLF	51.54	-0.33	-0.64	952
Great-West Lifeco	GWG	34.69	-0.06	-0.17	416
Industrielle All.	IAG	56.78	-0.21	-0.37	100
Power Corporation	POW	29.66	0.03	0.10	757
IMX	X	68.41	-0.01	-0.01	110

INDUSTRIELLES	AC	14.22	0.21	1.50	716
Air Canada	AC	14.22	0.21	1.50	716
Bombardier	BBD.B	1.87	0.00	0.00	1859
CAE	CAE	19.41	-0.11	-0.56	572
Canadien Pacifique	CP	201.12	0.36	0.18	223
Chemin de fer CN	CNR	89.92	0.32	0.36	1082
SNC-Lavalin	SNC	57.28	-0.22	-0.38	264
Transcontinental	TCLA	18.84	0.26	1.40	78
TransForce	TFI	34.55	-0.06	-0.17	259

Émission gratuite en direct sur **decisionplus.com** La Bourse en direct

BOYER

SUITE DE LA PAGE B 1

«*On sait qu'en santé, les budgets doivent augmenter d'environ 4% ou 5% si on veut maintenir le niveau de service et, en éducation, c'est environ 3%, estime M. Boyer. Les budgets ont effectivement augmenté, mais pas à la hauteur de 4% ou 5% en santé et 3% en éducation. On se retrouve trois budgets plus tard avec 2,4 milliards de moins que ce qu'on avait en 2013-2014 en santé et en éducation.*»

Résultats trompeurs

Les dirigeants syndicaux ne sont pas plus impressionnés par la feuille de route économique du Parti libéral. Vendredi, le ministre des Finances, Carlos Leitão, a vu dans le taux de chômage de 6,2% enregistré au mois de novembre — le plus bas en 40 ans — une preuve que la stratégie économique du gouvernement fonctionne.

Comme l'avait aussitôt fait remarquer le PQ, les dirigeants de la FTQ soulignent que ce résultat s'explique par une diminution de la population active. Pour ce qui est des emplois créés, ils sont souvent à temps partiel et moins bien payés, disent-ils.

«*On peut bien avoir des taux de chômage en baisse, mais qu'est-ce qu'on a créé?*», se demande M. Boyer. «*Le gouvernement n'a pas été un joueur actif pour la création d'emplois au Québec, renchérit M. Cadieux. Quelle politique a-t-il mise sur pied pour encourager la création d'emplois depuis qu'il a été élu? J'aimerais ça voir ça.*»

A plus court terme, la FTQ continuera de militer pour l'augmentation du salaire minimum à 15\$ de l'heure. Son président et son secrétaire général rappellent qu'ils militent en faveur d'une hausse progressive jusqu'en 2021, plutôt qu'immédiate. Ils rejettent du même coup les arguments de ceux qui prédisent des effets dévastateurs sur l'économie et le marché de l'emploi.

La centrale syndicale souhaiterait voir Québec mettre sur pied un plan d'augmentation éta-

«*Ça prend un parti progressiste qui défend les valeurs qu'on défend aussi. C'est pour ça qu'on voit mal comment on pourrait appuyer un candidat de la CAQ.*»

Daniel Boyer, président de la FTQ

lée dans le temps. Elle attend donc avec impatience la prochaine annonce du gouvernement, qui devrait dévoiler la prochaine hausse du salaire minimum d'ici quelques semaines. Serge Cadieux espère une augmentation d'au moins 50 cents pour l'année à venir.

Passer à l'action

La FTQ a également l'intention d'en arriver à un dénouement dans le dossier des clauses de disparité de traitement. Elle réclame une modification de la Loi sur les normes du travail pour éviter que de nouveaux travailleurs ne puissent avoir accès à un régime de retraite ou d'assurances aussi avantageux que celui de leurs collègues.

«*Nous ne sommes plus à l'étape de faire des travaux et de consulter des experts. Il faut que le gouvernement mette ses culottes et qu'il légifère*», insiste Daniel Boyer, en faisant remarquer que tous les partis politiques provinciaux se sont prononcés en faveur d'une telle modification.

Le Devoir

POSTE

SUITE DE LA PAGE B 1

D'ici là, il reste beaucoup à faire», a écrit le STTP le 31 août après avoir annoncé les ententes de principe.

Il a été impossible d'avoir de plus amples détails auprès du STTP, ni d'avoir la réaction de Postes Canada.

Impact de 100 millions

Postes Canada a récemment indiqué que l'incertitude entourant un arrêt de travail po-

tentiel l'été dernier avait entraîné un impact d'environ 100 millions au troisième trimestre. Même le secteur des colis, qui a permis à Postes Canada de mieux affronter la baisse des volumes de lettres traditionnelles, a souffert de la situation: son niveau d'activité a reculé de 5% par rapport à 2015. Sa perte nette s'est élevée à 25 millions alors que son chiffre d'affaires a diminué de

8%, à 1,76 milliard.

La société compte environ 64 000 employés, dont 50 000 sont membres du STTP. Le gouvernement est en train d'évaluer les diverses options stratégiques qui pourraient être adoptées et un comité parlementaire doit publier ce mois-ci le résultat de ses consultations.

Le Devoir

ITALIE

SUITE DE LA PAGE B 1

De là à ce que la crise de confiance se propage aux autres banques, il n'y a qu'un pas, redoute-t-elle: «*Les banques sont interconnectées, elles possèdent toutes des obligations* [des titres de dettes] de leurs concurrentes...»

Projet Atlante

Au-delà du cas BMPS, la victoire du non risque aussi de porter un coup d'arrêt au processus d'apurement de l'énorme stock de crédits irrécouvrables des banques, lancé par Matteo Renzi. Le volume de ces crédits n'a cessé d'augmenter avec la crise, jusqu'à représenter plus du tiers du portefeuille total de prêts du secteur (35%).

Or que va-t-il advenir du projet Atlante, ce fonds créé par les banques pour racheter une partie des créances, grâce à la garantie de l'État? La future majorité reprendra-t-elle le projet à son compte? Le Mouvement 5 étoiles populiste a pour sa part déjà annoncé son intention de nationaliser les banques, s'il accédait au pouvoir... «*Par manque de volonté politique, l'Italie a tardé à traiter son problème bancaire. Beaucoup de temps a été perdu. Il ne faudrait pas que les choses s'aggravent*», met en garde M^{me} Merler.

De fait, si la crise bancaire devait enfler et menacer la stabilité de la zone euro, la question d'une intervention de l'État se poserait. Un tel sauvetage public ne serait pas seulement critique pour les finances de l'Italie, mais repré-

senterait un risque pour les petits épargnants.

Nouvelles règles

Tirant les leçons de la coûteuse crise bancaire de 2007-2008, l'Union européenne a en effet fixé de nouvelles règles pour le sauvetage des banques. Ces règles, en vigueur depuis le 1^{er} janvier, imposent de ne faire appel à l'argent public qu'une fois les actionnaires et créanciers privés mis à contribution. Ce qui, en Italie, désigne notamment des ménages et des retraités modestes, à qui ont été vendues, ces dernières années, des obligations bancaires à la fiscalité avantageuse. Sans qu'ils aient été avertis des risques encourus. La régulation en matière d'aides d'État s'est aussi durcie.

«*Le oui au référendum aurait entraîné le retour au calme et celui de la confiance envers le système bancaire. Au contraire, le non fait basculer l'Italie dans l'instabilité politique et financière, car les banques sont poreuses à leur environnement*», analyse Jésus Castillo, spécialiste de l'Europe du Sud chez Natixis. Qui prendra le relais de Matteo Renzi autour de la large coalition actuelle? Pour quelle capacité de réforme? Le risque de blocage institutionnel est grand.

«*L'Italie a besoin d'une réforme bancaire rapide, pour que l'économie décolle et cesse de générer des créances douteuses. La Banque centrale européenne ne pourra pas tout*», avertit M. Castillo.

Le Monde

ÉCONOMIE

FINANCES PUBLIQUES

Des crédits d'impôt surtout pour les riches

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Les crédits d'impôt en tout genre coûtent cher au Trésor fédéral. Mais sont-ils équitables? Le Centre canadien de politiques alternatives estime que non et invite Ottawa à prendre en compte la progressivité des mesures fiscales pour déterminer lesquelles conserver.

Les dépenses fiscales désignent toutes les mesures réduisant l'impôt d'un contribuable, du crédit d'impôt pour les frais de garde d'enfants à celui pour les cotisations à un REER en passant par les déductions de gain en capital lors de la vente d'un immeuble locatif. Le Centre canadien de politiques alternatives (le CCPA, un *think tank* de gauche) en a recensé 64 qui, à elles toutes, ont privé Ottawa de 103 milliards de dollars en 2011. (À titre de comparaison, les revenus totaux d'Ottawa cette année-là se sont élevés à 250 milliards.)

Le problème, selon le CCPA, c'est que la très grande majorité de ces déductions profitent aux contribuables les plus riches. Le CCPA a réparti les contribuables en dix groupes de taille égale allant des plus pauvres aux plus riches et a calculé, pour chacune des mesures, quel pourcentage des bénéficiaires allait à chacun de ces déciles. Résultat: il n'y a que 8 des 64 mesures dont 30% ou plus des bénéficiaires vont aux cinq déciles les plus pauvres. Pour la très vaste majorité de ces mesures, ce sont les plus riches qui empochent.

Du lot des mesures jugées progressives, il y a la Prestation fiscale pour le revenu de travail. Cette mesure, instaurée par les conservateurs, vise à encourager les travailleurs à faible revenu à rester sur le marché du travail. Elle prive Ottawa d'un milliard de dollars par année. Ceux qui en bénéficient le plus gagnent entre 12 000 et 17 000\$ par année. Le supplément remboursable pour frais médicaux (coût de 135 millions) est aussi une mesure très progressive: le CCPA calcule que ce sont les gens gagnant entre 12 000 et 38 000\$ qui empochent le plus.



MICHAËL MONNIER LE DEVOIR

La très grande majorité des déductions fédérales profitent aux contribuables les plus riches.

Inégalitaires

À l'opposé, certaines dépenses fiscales sont jugées extrêmement inégalitaires parce que profitant au décile le plus riche (84 000\$ ou plus). C'est le cas de la déductibilité des options d'achat d'actions versées à des employés en guise de rémunération. Cette mesure prive Ottawa de 740 millions par année. Pourtant, aucune personne gagnant moins de 215 000\$ par an n'en bénéficie. D'ailleurs, les libéraux de Justin Trudeau ont promis en campagne électorale de réduire la portée de cet avantage.

Le fractionnement du revenu de pension pour les retraités, également instauré par l'équipe de Stephen Harper, est lui aussi très inégalitaire: les 975 millions perdus vont en totalité aux 30% des contribuables les plus riches. La déduction pour gains en capitale, elle, coûte 3,8 milliards, et 92% de cette somme est allée au décile le plus riche.

Mais faut-il vraiment s'étonner que les plus riches, qui payent plus d'impôts, soient ceux qui récupèrent le plus d'argent lorsqu'un congé fiscal est consenti? L'auteur de l'étude, l'économiste David

Macdonald, estime qu'il n'y a rien d'automatique à cet égard. On pourrait choisir d'offrir un crédit d'impôt aux personnes travaillant au salaire minimum, illustre-t-il, comme on a choisi de ne pas imposer les revenus tirés de l'assistance sociale ou du Supplément du revenu garanti (SRG).

«Il n'est pas nécessaire que ce soit les plus riches qui bénéficient le plus des dépenses fiscales», soutient M. Macdonald. Il donne l'exemple des REER: selon lui, la majorité des Canadiens n'y versent pas le maximum permis d'environ 26 000\$ par année (selon Statistique Canada, 88% des contribuables ont des cotisations inutilisées). Selon M. Macdonald, en abaissant du tiers ce maximum, Ottawa récupérerait jusqu'à 10 milliards et pourrait ainsi doubler le SRG des personnes âgées défavorisées.

Les libéraux de Justin Trudeau se sont engagés à revoir dans leur ensemble les dépenses fiscales fédérales et à éliminer certaines d'entre elles, notamment pour simplifier la déclaration de revenus. Le budget de 2016 indique que le gouvernement est «résolu à faire en sorte que les dépenses fiscales fédérales soient équitables pour les Canadiens».

Le Devoir

64

Le nombre de mesures de réduction d'impôt au fédéral recensées par le Centre canadien de politiques alternatives

103 milliards

Le montant dont Ottawa a été privé avec ces mesures en 2011

250 milliards

Le montant des revenus d'Ottawa en 2011

Source : Centre canadien de politiques alternatives

BISCUITERIE

La fermeture de l'usine Mondelez inspire des mesures protectionnistes au PQ

PIERRE SAINT-ARNAUD

Le Parti québécois estime qu'il est temps de mettre de l'avant «des mesures plus musclées de nationalisme économique», selon l'expression de son chef, Jean-François Lisée.

M. Lisée a rencontré les médias lundi à Montréal pour commenter la fermeture annoncée de l'usine de fabrication de biscuits Mondelez, dans l'Est de Montréal, fermeture qui avait été confirmée plus tôt dans la journée par la direction de l'entreprise lors de rencontres avec des politiciens de tous les niveaux.

M. Lisée a suggéré trois mesures pour protéger les emplois manufacturiers au Québec, soit d'offrir un soutien financier et fiscal aux employés qui souhaitent reprendre les activités de leur entreprise lorsqu'elle ferme, de forcer un remboursement de toute subvention reçue par une entreprise qui ferme ses portes et d'instaurer une politique d'achats québécois.

«Si le gouvernement du Québec envoie un signal plus clair de sa volonté de retenir les sièges sociaux et de politique d'achat québécois, l'entreprise, dans sa décision de partir, va hésiter un peu plus», a-t-il af-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le chef du Parti québécois, Jean-François Lisée, a proposé trois mesures pour se prémunir contre les fermetures.

firmé. Le chef péquiste a fait valoir que les achats institutionnels en alimentation au Québec — soit ceux effectués par les établissements de santé, des réseaux de l'éducation et de la petite enfance, les services correctionnels, les municipalités et autres sociétés d'État — s'élèvent à près de 1,4 milliard.

À armes égales

M. Lisée a souligné que l'apparente montée du protectionnisme américain avec l'arrivée de Donald Trump implique une politique plus ferme pour maintenir le secteur manufacturier au Québec. Il a fait va-

loir que, même avant l'arrivée du nouveau président, les États-Unis étaient déjà munies d'une politique d'achat chez eux que le Québec aurait tout intérêt à imiter. «Je pense qu'il faut être à armes égales, a-t-il dit. Les Américains ont le «Buy America Act», qui est légal, qui respecte les accords internationaux et nous, on n'a même pas ça.»

Quant à d'éventuelles mesures punitives imposées à des entreprises qui tentent de se délocaliser, comme menace de la faire Donald Trump, M. Lisée s'est montré beaucoup plus réticent. «Je vois mal comment on peut at-

tirer des investisseurs en ayant des mesures punitives. On peut avoir des mesures conditionnelles — si on vous aide [sous forme de subventions], vous devrez rembourser», a-t-il répété.

Mondelez dit non

La fermeture de l'usine de biscuits Mondelez entraînera la perte de 454 emplois dans l'Est de Montréal. La direction de l'entreprise n'a montré aucune ouverture malgré les pressions politiques. Vendredi matin, la ministre de l'Économie, Dominique Anglade, a de nouveau rencontré une représentante de Mondelez Canada pour lui faire part des différents programmes de soutien du gouvernement à sa disposition, mais l'entreprise n'a montré aucune ouverture en ce sens.

Par la suite, lors d'une seconde rencontre en matinée, la députée provinciale d'Hochelaga-Maisonneuve, Carole Poirier (PQ), sa collègue fédérale Marjolaine Boutin-Sweet (NPD) et le maire de l'arrondissement, Réal Ménard, ont également été confrontés à une fin de non-recevoir de la représentante de la multinationale américaine.

La Presse canadienne

MEXIQUE

BHP Billiton remporte le gros lot des enchères pétrolières

Mexico — Le groupe minier BHP Billiton a mis la main sur le gros morceau dans la mise aux enchères de l'actif pétrolier en eau profonde du Mexique. L'Australienne l'emporte sur BP pour cette coentreprise avec la compagnie pétrolière publique mexicaine Petroleos Mexicanos (Pemex).

L'agence Dow Jones a mentionné lundi que BHP Billiton l'a emporté pour devenir le premier partenaire privé de Pemex pour l'exploration et la production d'un bloc en eaux profondes au large du Mexique incluant le gisement géant de Trion. Les réserves du champ pétrolier de Trion, découvert en 2012, pourraient atteindre 485 millions de barils, selon la Commission nationale des hydrocarbures (CNH), le régulateur du secteur au Mexique. Le coût de développement du gisement est évalué à 11 milliards de dollars pour des dépenses d'investissement de 7,5 milliards, selon le régulateur, rappelle l'agence de presse financière.

Huit autres blocs

Le Mexique avait mis aux enchères huit autres blocs en eaux profondes. Le groupe pétrolier chinois, China Offshore Oil (Cnooc), en a obtenu deux. D'autres blocs ont été respectivement attribués à un consortium formé de Total et Exxon Mobil et à un groupe constitué de Statoil, BP et Total. Le groupe pétrolier américain Chevron s'est également vu attribuer un bloc en coentreprise avec Pemex.

Cette mise aux enchères était la quatrième depuis l'ouverture à la concurrence du secteur pétrolier mexicain en 2013, mais la première à porter sur des réserves en eaux profondes et également la première à attirer l'intérêt de grands groupes étrangers. Tous les poids lourds du secteur étaient en lice. Le sauvetage de Pemex en dépend. «Ce sont les joyaux de la couronne», a annoncé le ministre de l'Énergie, Pedro Joaquín Coldwell. Ces champs situés dans le Golfe du Mexique, dont la profondeur varie entre 500 et 3 100

mètres, n'ont pas encore été explorés. Les perspectives sont néanmoins attrayantes, la CNH estimant les réserves potentielles cumulées à 10,8 milliards de barils.

Clou de la vente

Clou de cette vente: le second appel d'offres pour Trion. Ce champ de 12 350 kilomètres carrés, proche des eaux américaines, pourrait, dès 2022, entamer sa production en association avec Pemex. À la différence des autres zones en jeu, les réserves de Trion ont déjà été explorées par Pemex à 2 500 mètres de profondeur. «C'est la valeur sûre du lot», commente Carlos Zepeda, président de la CNH, qui organise la vente. Le champ renfermerait un potentiel de 537 millions de barils supplémentaires.

«C'est la première fois que les majors s'intéressent au Mexique depuis l'ouverture du marché à la concurrence», commente M. Zepeda. Fin 2013, les législateurs ont voté la fin du monopole public, instauré depuis 1938. Pour M. Zepeda, «l'objectif est de construire un secteur privé qui sera complémentaire à Pemex qui n'a pas d'expérience en eau profonde, où se trouve le pétrole».

L'enjeu est de taille pour l'industrie pétrolière mexicaine. En douze ans, sa production a fondu de 3,4 millions à 2,1 millions de barils par jour (b/j). En 2017, Pemex ne devrait produire que 1,9 million de b/j. Frappée par la chute des prix du pétrole, la compagnie a affiché des pertes, en 2015, de 712 milliards de pesos (45 milliards \$CAN).

Sa dette atteint 99 milliards de dollars. «Les prélèvements colossaux de l'État ont asphyxié Pemex, l'empêchant de développer des activités en eau profonde», explique Leticia Armenta, spécialiste du pétrole à l'Institut technologique de Monterrey. La compagnie a longtemps financé un tiers du budget de l'État, contre 18% aujourd'hui à cause des prix bas du pétrole.

Avec Le Devoir
Le Monde



ALFREDO ESTRELLA AGENCE FRANCE-PRESSE

Le ministre mexicain de l'Énergie, Pedro Joaquín Codwell, au cours de la conférence de presse qui a suivi la vente aux enchères

Bombardier remporte un contrat ferroviaire de près de 500 millions en France

Bombardier Transport a annoncé lundi qu'il fournirait 52 trains électriques supplémentaires à la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) grâce à l'exercice d'options prévues dans un contrat signé en 2006. La valeur de cette nouvelle commande s'élève à 384 millions d'euros, soit environ 495 millions \$CAN. Le financement sera complètement assuré par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France. L'entente originale prévoyait un maximum de 372 trains.

La Presse canadienne

L'Industrielle Alliance achète HollisWealth

L'Industrielle Alliance se portera acquéreur de HollisWealth des mains de la Banque Scotia. HollisWealth constitue le quatrième plus important réseau de conseillers indépendants au Canada, avec un actif sous administration de 34 milliards, 800 conseillers autorisés, 400 000 comptes actifs de clients et plus de 300 bureaux répartis à la grandeur du Canada, peut-on lire dans le communiqué. HollisWealth faisait partie de l'acquisition de Patrioine Dundee par la Banque Scotia en 2011, qui comprenait également la firme de gestion de placement Fonds Dynamique. Cette firme ne fait pas partie de la transaction.

Le Devoir

ÉCONOMIE

Ouverture des marchés: la Chine franchit une nouvelle étape

Shenzhen et Hong Kong liés par une nouvelle connexion boursière

MARIE DE VERGÈS

B rider d'une main, lâcher du lest de l'autre. Pékin a beau chercher à empêcher par de nouveaux moyens des sorties trop massives de capitaux hors de Chine, le gouvernement persiste et signe dans son ambition affichée d'une ouverture progressive des marchés financiers. Nouvelle étape: le lancement d'une connexion boursière entre Hong Kong et Shenzhen, deuxième place de Chine continentale.

Baptisée le «Shenzhen-Hong Kong Stock Connect», la plateforme offre aux courtiers étrangers installés dans l'ex-colonie britannique la possibilité d'acheter des actions en yuans [la monnaie chinoise] de sociétés cotées à Shenzhen. Et inversement. Un dispositif similaire à celui instauré deux ans plus tôt entre les places de Hong Kong et Shanghai. Sans surprise, le mécanisme reste strictement encadré, avec un quota imposé chaque jour aux transactions transfrontalières.

«Très chinois»

«Le procédé est très chinois», estime Louis Kuijs, du cabinet Oxford Economics. Il s'agit d'ouvrir aussi graduellement que possible, en maintenant toujours le contrôle.»

Les marchés financiers chinois restent largement isolés du reste du monde. Une apparente contradiction pour un pays qui s'est imposé comme la deuxième économie mondiale et la première puissance commerciale de la planète. Mais l'ex-empire du Milieu ne souhaite pas desserrer trop rapidement son emprise, de crainte de provoquer des mouvements de capitaux désordonnés, difficiles à encaisser par un système financier encore immature.

Pour autant, le calendrier choisi pour démarrer ce second «Connect» est révélateur d'une «vraie volonté de Pékin de poursuivre la libéralisation financière», juge M. Kuijs. «Ils ont choisi de finaliser cette ini-



La nouvelle connexion boursière entre Shenzhen et Hong Kong a été lancée lundi.

tiative dans un moment pourtant délicat, alors que de fortes pressions s'exercent sur le yuan», précise l'expert installé à Hong Kong. La dépréciation de la devise s'est accélérée en novembre et le renminbi (l'autre nom du yuan) a dégringolé à son plus bas niveau depuis huit ans face au dollar.

Une croissance qui s'essouffle

La Bourse de Shenzhen va-t-elle réussir à attirer les investisseurs étrangers malgré une croissance chinoise qui s'essouffle et un yuan qui décelère? La première connexion entre les places hongkongaise et shanghaienne a remporté un succès modéré: le quota des opérations autorisées n'a jamais été atteint.

Mais Shanghai et Shenzhen ne sont pas parés des mêmes attributs. Parfois surnommée «le Nasdaq chinois», en référence au marché américain des valeurs technologiques, «Shenzhen est la bonne place pour un investisseur étranger cherchant à se positionner sur les industries les plus sympto-

matiques de ce que la Chine veut devenir: une économie tournée vers les services et la consommation domestique», décrit Hervé Liévore, macrostratège chez HSBC.

Quand Shanghai héberge les grandes entreprises industrielles ou financières, souvent publiques ou semi-publiques, Shenzhen rassemble des sociétés privées au profil résolument tourné vers l'innovation. Selon une étude de HSBC, plus de la moitié des compagnies qui y sont cotées appartiennent à la «nouvelle économie». Sy côtoient par exemple le fabricant de smartphones ZTE, le groupe cinématographique Wanda ou encore le spécialiste de l'électroménager Midea, devenu célèbre depuis le rachat à l'été du fabricant de robots allemand Kuka.

Volatile

Les investisseurs étrangers n'ont accès qu'à des sociétés dont la capitalisation dépasse 6 milliards de yuans (1,2 milliard \$CAN). Un niveau censé les mettre à l'abri des variations

parfois irrationnelles de la Bourse de Shenzhen. Très volatile, la place a souvent pris l'air d'un casino avec des investisseurs majoritairement composés de particuliers boursicoteurs. Certaines entreprises affichent des capitalisations vertigineuses et, depuis le krach boursier de l'été 2015, les suspensions de cotations sont fréquentes. «C'est un marché prometteur mais, comme tout marché qui offre des occasions d'investissement, il présente aussi un risque», estime M. Liévore.

Avec cette nouvelle connexion, Pékin espère stabiliser un tant soit peu ses places boursières. Et avoir plus d'arguments pour une intégration dans le prestigieux indice MSCI des marchés émergents, très suivi par les investisseurs internationaux. Au printemps, la société américaine lui a refusé l'inclusion des valeurs domestiques chinoises libellées en yuans, pointant un système trop opaque et les restrictions persistantes sur les mouvements de capitaux.

Le Monde

COMMISSION EUROPÉENNE

La zone euro rejette la proposition de relance de Bruxelles

Bruxelles — Les ministres des Finances de la zone euro, emmenés par Berlin et La Haye, ont rejeté lundi les incitations à la dépense adressées avant tout à l'Allemagne et aux Pays-Bas par la Commission européenne pour soutenir la zone euro.

«Les ministres des Finances de la zone euro ne se sont pas entendus, lors de leur réunion, sur l'objectif de la Commission», a déclaré le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, également ministre des Finances des Pays-Bas, lors d'une conférence de presse à Bruxelles après une réunion.

Invitation

Mi-novembre, le Commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, avait invité les pays ayant une marge de manœuvre budgétaire à «investir plus pour eux-mêmes et pour les autres». Une première. Il avait appelé le bloc des 19 pays membres de la zone euro — si l'on agrège leur politique budgétaire nationale — à dépenser dans son ensemble 0,5% de PIB en plus. Des efforts que seuls trois pays sont en réalité en mesure de réaliser: l'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg. Ce chiffre de 0,5% présenté par la Commission «n'a pas été soutenu» par les 19 pays de la zone euro, a insisté M. Dijsselbloem.



Le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem

Éconduit

M. Moscovici, qui rendait compte de cette réunion avec M. Dijsselbloem, a reconnu que l'exécutif européen avait été éconduit: «Vous êtes toujours déçu quand votre avis n'est pas suivi». Cet ancien ministre français des Finances a toutefois estimé que l'idée d'une politique de relance budgétaire avançait: «Vous êtes toujours satisfait de voir votre raisonnement économique et politique progresser. Certains pays ont exprimé l'avis qu'il devrait y avoir une trajectoire budgétaire légèrement expansionniste, mais sans la chiffrer», a-t-il ajouté.

«L'Eurogroupe considère que dans la situation d'aujourd'hui avec une croissance [...] encore trop faible, il convient d'utiliser au maximum les marges de manœuvre budgétaire pour stimuler la croissance», a déclaré le ministre français des Finances, Michel Sapin. Outre la France, l'Italie et le Portugal sont particulièrement acquis à l'idée de relance.

Dans un communiqué publié à l'issue de leur réunion, les ministres des Finances de la zone euro ont noté que l'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas «pouvaient utiliser leur situation budgétaire favorable pour renforcer davantage leur demande intérieure et leur potentiel de croissance, selon la situation de chacun et dans le respect des règles et de leurs obligations nationales». Avec cette déclaration, le sujet «n'est désormais plus sur la table», a estimé un diplomate européen à l'AFP.

Récemment, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, et M. Dijsselbloem étaient déjà montés au créneau contre l'exécutif européen, l'appelant à se concentrer en priorité sur l'application des règles budgétaires plutôt que sur les questions de relance.

Agence France-Press

ALLÈGEMENT

L'Eurogroupe accorde à la Grèce un léger toilettage de sa dette

Bruxelles — Les ministres des Finances de la zone euro, réunis à Bruxelles, se sont accordés lundi sur un léger toilettage de la dette grecque, des mesures d'allègement dites de court terme, car elles peuvent être prises rapidement.

Ces mesures — des améliorations assez techniques sur les taux d'intérêt et la maturité de certaines dettes —, prévues depuis mai, «auront un impact positif sur la viabilité de la dette grecque», affirme l'Eurogroupe dans son communiqué. Sans rien coûter au contribuable européen, elles pourraient cependant n'avoir dans un premier temps qu'un impact limité sur les quelque 315 milliards de la dette grecque en 2016.

Les Grecs espéraient pourtant aller plus loin lundi, en discutant déjà de dispositions à plus long terme, plus efficaces.

La dette publique grecque frôle les 180% du PIB malgré trois plans successifs de soutien financier par l'UE et le Fonds monétaire international (FMI) depuis 2010.

Différend

Le FMI et la zone euro sont englués depuis plusieurs mois dans un différend sur la manière d'extraire la Grèce de six ans de crise financière, économique et sociale. D'un côté, le premier plaide pour un coup de pouce rapide

et décisif sur la dette, sans quoi il refuse de participer financièrement au troisième plan d'aide de 86 milliards d'euros, accordé en juillet 2015. De l'autre, l'Allemagne, premier créancier parmi les pays de la zone euro, renvoie à 2018 un règlement de fond sur la dette, après ses élections législatives prévues en septembre 2017.

L'Eurogroupe n'est en revanche pas parvenu à s'entendre avec la Grèce sur l'avancement des réformes qui lui sont réclamées en échange du plan d'aide. «Il reste de travail à faire», notamment sur la réforme du marché du travail, a concédé le président de l'Eurogroupe,

Jeroen Dijsselbloem. «Nos équipes seront rapidement à Athènes pour finaliser un accord» sur les réformes encore attendues, a ajouté le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici.

L'UE, pressée par les échéances électorales de 2017 (Pays-Bas, France, Allemagne), veut régler rapidement la question grecque. Elle n'a pas intérêt, non plus, à provoquer une nouvelle crise après la démission du chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, désavoué dimanche par un référendum.

Agence France-Press

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 - 150 Achat-vente-échange
160 - 199 Location
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 - 250 Achat-vente-échange
251 - 299 Location
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition de lendemain.

Téléphone: 514-985-3322
Télécopieur: 514-985-3340

petitesannonces@ledevoir.com
Conditions de paiement : cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS, MasterCard, VISA

160
APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

170
HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

PARIS VII - XV Champ-de-Mars
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08
Tt équipé, très ensoleillé. Sur jardin
Sem/mois 514 272-1803

PROVENCE
Vallée du Rhône
Maison de village dans le quartier médiéval de Nyons.
2 c.c. 2 s. de b. Toute équipée.
Terrasse ensoleillée. Internet.
www.bonnevisite.ca/nyons
mariehalarie@gmail.com

307
LIVRES ET DISQUES

'Librairie Bonheur d'Occasion' achetée à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142
1317, ave du Mont-Royal Est

165
PROPRIÉTÉS À LOUER

165
PROPRIÉTÉS À LOUER

CHARLEVOIX DANS VOTRE ASSIETTE

Maison sur la falaise de Pointe-au-Pic (La Malbaie). Tranquille. Entièrement meublé, 3 chambres, tout compris, câble, Wi-Fi. Vue panoramique sur le fleuve et les montagnes. Près de tous les services et attractions. Immense terrain. Non-fumeur. Pas d'animaux.
Hiver et printemps 2017 : 2 000 \$ / mois
Tarif à discuter pour plus d'un mois en continu.
438-491-2301
PRECOURT.GAGNE@GMAIL.COM

564
DÉCORATION INTÉRIEURE

564
DÉCORATION INTÉRIEURE

564
DÉCORATION INTÉRIEURE

BAIN EN BOIS 100% QUÉBEC ARTECO INC

arteco.ca
438.397.1560
arteco.inc@gmail.com

PARCE QUE VOUS ÊTES UNIQUE

ELLE ESPÈRE NE JAMAIS FÊTER SES 75 ANS.

La Société canadienne de la sclérose en plaques espère trouver un remède d'ici son 75^e anniversaire. Aidez-nous.

1 800 268-7582
scleroseenplaques.ca/qc

OÙ Y A DE L'APPUI, Y A DE L'ESPOIR.

Communiquiez avec Le Mémorial pour publier:

- Avis de décès • Faire-part • Remerciements
- Condoléances • Anniversaires • Hommage
- In memoriam

Le Mémorial
1855, rue Du Havre, bureau 107
Montréal, Qc, H2K 2X4
Télé: 514 525-1149
Télé: 514 525-7999
necrologie@lememorial.com

Le mémorial

Opération Enfant Soleil

pour prendre soin de la vie
operationenfantsoleil.ca 1 877 683 2325

LE MONDE

Des rebelles rejettent une proposition de retrait d'Alep

La Russie a affirmé lundi qu'elle devait discuter avec les États-Unis cette semaine du départ de « tous les rebelles » d'Alep-Est où le régime syrien ne cesse de gagner du terrain, une proposition immédiatement rejetée par des groupes insurgés. « Les révolutionnaires ne quitteront pas Alep-Est, ils combattront l'occupation russe et irakienne jusqu'à la dernière goutte de sang », a affirmé à l'AFP Abou Abdel al-Rahmane al-Hamoui, un responsable du groupe Jaich al-Islam, en référence aux alliés du régime. « C'est aux Russes de quitter Alep », a averti Yasser al-Youssef, de l'influent groupe Noureddine al-Zinki. Pour la sixième fois depuis le début du conflit en 2011, Moscou a par ailleurs mis son veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU concernant la Syrie. Ce texte, qui demandait une trêve d'au moins sept jours dans la deuxième ville de Syrie, a également fait l'objet d'un veto chinois. Un départ des rebelles d'Alep représenterait la plus grande victoire du régime de Bachar al-Assad dans le conflit, qui a fait plus de 300 000 morts depuis 2011.

Agence France-Presse

États-Unis: Ben Carson choisi comme secrétaire au Logement

Washington — Le président désigné Donald Trump a choisi son ancien adversaire Ben Carson pour le poste de secrétaire au Logement et à l'Urbanisme, lundi. La décision de M. Trump a été annoncée par son équipe de transition. Par communiqué, M. Trump s'est dit « emballé de nommer » M. Carson, décrivant le neurochirurgien à la retraite comme une personne « à l'esprit brillant », le disant déterminé « à renforcer les communautés et les familles au sein de ces communautés ». M. Carson était demeuré vague quant à la possibilité de se joindre à la nouvelle administration. Il avait déclaré, peu après la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle, qu'il n'était pas certain qu'il serait à sa place dans le cabinet Trump. Ben Carson faisait partie des 16 candidats qui avaient affronté Donald Trump dans la course à l'investiture républicaine.

Associated Press

La demande de recomptage en Pennsylvanie maintenue

New York — L'ex-candidate écologiste à la Maison-Blanche, Jill Stein, a déposé lundi un recours pour demander le recomptage des voix du scrutin présidentiel américain dans l'ensemble de l'État de Pennsylvanie, après avoir annoncé samedi qu'elle jetait l'éponge. Jill Stein a engagé trois procédures pour obtenir le recomptage des voix dans le Michigan, le Wisconsin et en Pennsylvanie, où Donald Trump et Hillary Clinton n'ont été séparés à chaque fois que par quelques dizaines de milliers de voix. En Pennsylvanie, une première action en justice pour un recomptage partiel, intentée par cent électeurs avec le soutien de l'ancienne candidate du parti Vert, a été abandonnée après qu'un juge a imposé samedi un cautionnement d'un million de dollars préalable à l'examen de l'affaire. La décision avait amené Jill Stein à renoncer officiellement samedi, avant l'annonce d'un nouveau recours devant une juridiction fédérale, déposé lundi.

Agence France-Presse

Castro, un dictateur, selon le chef de la diplomatie française

Lille — Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, a déclaré lundi que Fidel Castro était clairement « un dictateur » et qu'il « a porté atteinte aux droits de [la personne] », deux jours après des déclarations polémiques de la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal. « Fidel Castro a incarné un espoir à un moment mais il a aussi incarné le contraire de ce à quoi nous pensons et à quoi nous aspirons » en ce qui concerne les droits de la personne, a ajouté le ministre. « En même temps, nous n'avons jamais approuvé l'embargo américain. Donc ce que nous souhaitons c'est un avenir meilleur pour le peuple cubain: la capacité à se développer, retrouver la démocratie, retrouver la liberté », a-t-il dit. Samedi, Ségolène Royal a salué la mémoire du « Commandant » et évoqué « beaucoup de désinformation » sur les violations des droits de la personne à Cuba. « Il y a toujours du positif et du négatif dans les histoires, mais [...] on sait qu'ici, quand on demande des listes de prisonniers politiques, on n'en a pas », avait-elle affirmé.

Agence France-Presse

Le président du Yémen détaille ses conditions pour la paix

Aden — Le chef de l'État du Yémen en guerre a affirmé qu'il ne remettrait le pouvoir qu'à un « président élu » au terme d'une transition politique, pour justifier son rejet d'un plan de paix de l'ONU, ont indiqué lundi à l'AFP des sources de la présidence. Ce refus a été expliqué par le président Abd Rabbo Mansour Hadi au médiateur de l'ONU Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, auquel il a remis jeudi à Aden ses objections sur la feuille de route pour relancer les pourparlers de paix entre le gouvernement et les rebelles, actuellement dans l'impasse. M. Hadi exige « une reprise du processus politique au point où il s'est arrêté avant le coup de force » des rebelles chiites Houthis qui se sont emparés en septembre 2014 de la capitale Sanaa, ont expliqué des sources de la présidence. Il s'en tient ainsi à « superviser un référendum sur un projet de Constitution et des élections générales à l'issue desquelles il remettra le pouvoir au président élu », a précisé l'une de ces sources.

Agence France-Presse

Le groupe EI perd son fief en Libye

RIM TAHER

à Tripoli

Les djihadistes du groupe armé État islamique (EI) ont subi un revers majeur avec l'annonce de la reprise totale de leur fief libyen de Syrte qu'ils ont farouchement défendu pendant plus de six mois.

La « victoire » à Syrte a été proclamée lundi par le gouvernement libyen d'union nationale (GNA), qui a salué « le retour » de la ville dans le giron de l'État.

« Nos forces ont repris le contrôle total de Syrte », a précisé à l'AFP Reda Issa, le porte-parole de l'opération militaire. Elles « ont constaté aujourd'hui un effondrement total » des djihadistes, dont des « dizaines » se sont rendus, selon lui. Les derniers d'entre eux sont traqués « maison après maison ».

« Environ 30 [djihadistes] se sont rendus aux forces libyennes, d'autres qui tentent de fuir sont pourchassés », a ajouté ce porte-parole. Selon lui, la proclamation officielle de la libération de Syrte « ne se fera que lorsque le dernier [djihadiste] sera anéanti. Ce sera dans les toutes prochaines heures ».

Autre coup dur

La défaite de l'EI à Syrte est un nouveau coup dur pour le groupe extrémiste qui a connu ces derniers mois une série d'échecs militaires en Irak et en Syrie, où ses combattants sont actuellement attaqués dans leurs fiefs de Mossoul (nord de l'Irak) et de Raqa (nord de la Syrie).

Elle pourrait en revanche renforcer le GNA du premier ministre Fayez al-Sarraj qui peine, depuis son installation fin mars à Tripoli, à asseoir son autorité dans un pays dévasté par des conflits depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011. M. Sarraj reste notamment contesté par l'homme fort des autorités parallèles basées dans l'est du pays, le général Khalifa Haftar.

Bataille de longue haleine

Le GNA avait annoncé le 12 mai le début de la bataille de Syrte, ville située sur les bords de la Méditerranée, à 450 km à l'est de Tripoli.

Les premières semaines avaient été prometteuses, les forces avaient repris la majeure partie de cette cité conquise en juin 2015 par le groupe EI, qui cherchait à s'implanter en Libye pour étendre son influence en Afrique du Nord.

Mais les combats sont meurtriers: près de 700 morts et 3000 blessés dans les rangs des forces progouvernementales, composées en



MAHMUD TURKIA AGENCE FRANCE-PRESSE

Un char d'assaut des forces du GNA prenant position à Syrte, le 21 novembre dernier

partie de miliciens de la ville de Misrata. Le nombre de djihadistes tués n'est pas connu.

La bataille s'est enlisée semaine après semaine, entre autres en raison de la prudence adoptée par les forces pro-GNA pour éviter de nouvelles pertes et protéger les civils pris au piège dans la ville même si leur nombre est très difficile à estimer.

Les djihadistes étaient ces derniers mois acculés dans le petit quartier d'al-Giza al-Bahriya qu'ils ont farouchement défendu en faisant notamment exploser des véhicules piégés conduits par des kamikazes.

À la demande du GNA, les États-Unis avaient débuté en août une campagne de frappes aériennes: plus de 470 ont été effectuées au 1^{er} décembre par des avions, des drones ou des hélicoptères, selon l'armée américaine.

Guerre sans merci

La perte de Syrte ne signifie pas la fin de la présence du groupe EI en Libye, estiment des

experts. « Conquérir Syrte et y établir une wilaya [« province » en arabe] a été un coup de propagande qui a attiré des combattants de toute l'Afrique du nord et du Sahel », rappelle à l'AFP Mattia Toaldo, expert au groupe de réflexion European Council on Foreign Relations.

Des djihadistes auraient ainsi migré vers le sud du pays pour profiter de l'absence d'État et des rivalités politico-tribales et tenter d'asseoir une nouvelle base. Cette région est un passage rêvé pour les djihadistes étrangers en Afrique du nord, ainsi qu'un haut lieu de contrebande d'armes.

Pour Claudia Gazzini, analyste au centre de réflexion International Crisis Group (ICG), « on sait que des militants du groupe EI sont restés à Benghazi [est] et que des djihadistes ayant quitté Syrte se sont établis dans le sud, comme à Sebha ou la zone dite « triangle du Salvador » où se rejoignent les frontières entre la Libye, l'Algérie et le Niger.

Agence France-Presse

Shinzo Abe se rendra à Pearl Harbor

Il s'agira de la première visite d'un dirigeant japonais depuis l'attaque de 1941

NATSUKO FUKUE

à Tokyo

Le premier ministre japonais, Shinzo Abe, sera fin décembre le premier chef de gouvernement japonais à se recueillir à Pearl Harbor, sept mois après la visite historique du président américain, Barack Obama, à Hiroshima.

« Je vais me rendre à Pearl Harbor », a déclaré lundi à la presse devant les caméras de télévision M. Abe, qui séjournera les 26 et 27 à Hawaï. Le Japon avait attaqué par surprise les États-Unis le 7 décembre 1941, précipitant l'entrée des Américains dans la Deuxième guerre mondiale. « C'est une visite destinée à rendre hommage aux victimes », a-t-il ajouté. « Nous ne devons pas répéter les horreurs de la guerre. »

Il y a 75 ans, des appareils japonais avaient survolé à basse altitude cette base navale, tuant plus de 2400 soldats et civils américains. En deux heures, ils avaient coulé ou endommagé une vingtaine de



JJJI PRESS / AFP

Shinzo Abe

navires de la Flotte du Pacifique et détruit 164 avions.

Haute valeur symbolique

Le Japon n'accorde pas une grande attention à la commémoration de cet événement, contrairement à l'importance dévolue aux bombardements atomiques d'Hiro-

shima et de Nagasaki, survenus en août 1945, juste avant la capitulation de l'archipel.

À l'inverse, aux États-Unis, où le 7 décembre a été érigé en journée du souvenir, Pearl Harbor a une haute valeur symbolique, tandis qu'Hiroshima et Nagasaki ne sont pas officiellement commémorés. Fin mai cependant, Barack Obama a effectué à Hiroshima une visite historique, devenant ainsi le premier président américain en exercice à se rendre dans cette ville martyre.

« Nous sommes venus pour rendre hommage aux morts », avait déclaré le président américain en présence de M. Abe. « Nous connaissons la douleur de la guerre. Ayons le courage, ensemble, de répandre la paix et de bâtir un monde sans armes nucléaires », avait-il écrit dans le livre d'or.

Son « message en faveur d'un monde sans armes nucléaires pendant sa visite à Hiroshima reste gravé dans le cœur des Japonais », a déclaré lundi M. Abe. « Je voudrais qu'elle soit une occasion d'envoyer au

monde un message disant que nous allons encore renforcer notre alliance à l'avenir », a-t-il déclaré au sujet de sa rencontre prochaine avec Barack Obama à Hawaï.

Relation avec Trump

L'élection à la présidence américaine de Donald Trump qui, pendant la campagne électorale, avait mis en doute cette alliance et l'engagement américain envers le Japon en laissant entendre qu'il serait favorable à un retrait des quelque 47 000 soldats américains actuellement présents sur l'archipel et ne serait pas contre l'acquisition par le Japon de l'arme nucléaire avait fait rapidement réagir Tokyo.

M. Abe avait immédiatement après les résultats du scrutin réitéré l'importance selon lui de cette alliance et avait été le premier dirigeant étranger à se rendre à New York pour rencontrer le président désigné.

Agence France-Presse

ÉTATS-UNIS

Annulation du procès d'un policier accusé de meurtre

JASON RYAN

à Charleston

Le procès d'un ancien policier américain accusé d'avoir abattu un automobiliste noir non armé a été annulé lundi, les douze jurés n'étant pas parvenus à s'accorder sur le verdict dans cette affaire qui avait choqué l'opinion publique aux États-Unis et provoqué des manifestations.

Michael Slager, âgé de 34 ans, répondait du meurtre de Walter Scott, 50 ans, fauché dans le dos par les balles de l'agent en avril 2015 alors qu'il s'enfuyait en courant après une banale infraction au code de la route.

« Je déclare l'annulation de ce procès », a dit Clifton Newman, le magistrat qui présidait l'audience à Charleston, en Caroline du Sud.

« Je tiens à vous remercier pour vos efforts courageux et votre travail difficile », a-t-il ajouté en s'adressant aux douze jurés, onze Blancs et un Noir, qui ont délibéré pendant plusieurs jours.

Vendredi, ils avaient fait savoir leur incapacité à s'accorder sur un verdict. Les procès d'assises en Caroline du Sud exigent que les jurés parviennent à un consensus, faute de quoi le procès est annulé et l'accusé est rejuré ultérieurement par un autre jury. Le juge Newman avait refusé vendredi cette extrémité, optant pour renvoyer

les jurés à leurs délibérations. Mais en vain.

« Nous jugerons à nouveau Michael Slager », a rapidement promis la procureure Scarlett Wilson, dans un communiqué cité par les médias américains, saluant « la grande dignité » de la famille Scott.

Un avocat de la famille, L. Chris Stewart, a toutefois déploré lors d'une conférence de presse « une occasion ratée de panser les nombreuses blessures dans ce pays ».

Un comportement régi par la peur

La mère de Walter Scott a elle confié aux journalistes n'être « pas triste », consolée par ses convictions religieuses et la perspective d'un autre procès. « Je sais que justice sera rendue », a-t-elle déclaré lors de la même conférence. Le frère de la victime a appelé les éventuels manifestants à ne pas sombrer dans la violence.

Le jury pouvait décider d'acquitter Michael Slager ou de le déclarer coupable, soit de meurtre, un crime puni d'au moins 30 ans de prison, soit d'homicide volontaire commis sous l'emprise de l'émotion, un crime puni de deux à 30 ans de réclusion.

L'accusé a assuré lors des débats avoir agi en réaction à la peur qu'il aurait éprouvée lors de sa confrontation avec la victime.

Une vidéo filmée par un témoin avait montré Michael Slager abattre Walter Scott qui tentait de s'enfuir en courant. M. Slager avait tiré à huit reprises, touchant la victime cinq fois.

L'accusation lui a reproché d'avoir tenté de mettre en scène un scénario faisant croire qu'il avait agi en légitime défense. Le policier avait notamment déposé son pistolet à décharge électrique à côté de Walter Scott, sans savoir que la scène était filmée.

Michael Slager avait été arrêté et inculpé pour meurtre trois jours après son acte, puis renvoyé des forces de l'ordre, une sanction extrêmement rare aux États-Unis.

S'inscrivant dans une série de faits impliquant des policiers américains ayant apparemment fait un usage abusif de la force contre des Noirs, la mort de Walter Scott avait provoqué des manifestations, parfois violentes, dans tous les États-Unis.

Aucune date n'a encore été fixée pour le prochain procès.

Agence France-Presse

La mort de Walter Scott avait provoqué des manifestations parfois violentes

CULTURE



VICTOR DIAZ LAMICH

Marie-Anne Alepin fait preuve d'un souffle et d'un investissement indéniables.

THÉÂTRE

Le crime d'être femme

TOUTE FEMME EST UNE ÉTOILE QUI PLEURE

Texte : Karim Akouche. Mise en scène : Francine Alepin. Spectacle des Productions Kléos. Au théâtre La Chapelle, jusqu'au 10 décembre.

MARIE LABRECQUE

C'est un monde où « les garçons naissent innocents, et les filles coupables », où la seule appartenance au genre féminin peut vous condamner à une vie d'asservissement, d'infériorisation et d'abus. Le monde dans lequel on vit encore. Écrivain d'origine kabyle habitant au Québec depuis 2008, Karim Akouche dénonce dans ce monologue poétique le joug que subissent les femmes dans certains « coins du monde ».

Réquisitoire enragé contre l'oppression féminicide, hommage lyrique à la moitié du genre humain, ode célébrant la sensualité, l'amour et la vie, à l'encontre des idéologies intégristes: *Toute femme est une étoile qui pleure* est tout cela à la fois. Un « J'accuse » lancé contre les dieux et surtout, les hommes, écrit dans une langue lyrique et parfois crue, qui révèle un sens de l'image.

Le solo dessine plus ou moins, non pas un récit, mais un parcours: le destin tragique d'une poétesse engagée vouée à l'emprisonnement pour avoir osé prendre position publiquement. C'est cette protagoniste qui porte les voix de multiples femmes vivant des situations horribles. Mariage forcé, excision ou même la réduction à être un objet de troc... Parlant de chosification, notre société semble aussi en cause quand il est question de femmes utilisées comme des objets par la publicité. Le texte déploie une parole universelle en recourant de façon récurrente à l'habile formule « dans ce coin du monde » plutôt qu'en nommant un pays spécifique. Mis au monde par deux artistes apparentées qui ont des racines syriennes, la metteuse en scène Francine Alepin et la comédienne/productrice Marie-Anne Alepin, le spectacle est par contre très ancré dans un contexte moyen-oriental, à travers le décor, la musique, la chorégraphie.

Une production sincère, mais qui n'est pas exempte de maladresses, qui semble ainsi tendre à compenser la nature plus poétique que dramatique du texte par certains effets un peu trop appuyés. Pas une mince tâche que de porter sur scène, pendant plus d'une heure, ce monologue parfois abstrait, qui véhicule diverses tonalités. Le jeu appliqué de Marie-Anne Alepin m'a paru inégal, plus convaincant à rendre certaines émotions que d'autres. L'interprète fait toutefois preuve d'un souffle et d'un investissement indéniables afin de faire retentir cette parole.

Une parole forte qui, parce qu'on a la liberté, de ce côté-ci du monde, de la défendre dans l'espace public, est essentielle.

Collaboratrice
Le Devoir

TRAD

Solo: la bête à deux têtes

Le Vent du Nord et De Temps Antan forment un collectif pour un projet de tournée

YVES BERNARD

Ils sont parmi les deux plus importants ambassadeurs du trad québécois. D'une part, le quatuor Le Vent du Nord avec son swing fluide, sa finesse, ses chansons tragiques et politiques, de même que ses douces rêveries instrumentales. De l'autre, le power trio De Temps Antan, un véritable train musical avec ses cadences à l'emporte-pièce, mais aussi ses respirations et ses clins d'œil au blues. Jusqu'au 30 décembre, date de la Veillée de l'avant-veille où ils seront présents, les deux groupes se fondent véritablement l'un dans l'autre pour sillonner le Québec avec Solo, qui est aussi bien le nom de leur projet commun que celui du spectacle qu'ils ont conçu ensemble. En scène apparaîtra une véritable bête à deux têtes qui n'en feront qu'une, d'autant que le nouveau collectif renferme deux paires de frères: les Brunet et les Beaudry.

« On essaie de leur faire de la place, explique Nicolas Boulérice du Vent du Nord. Eric et Simon Beaudry chantent une chanson à deux et je te jure que, si tu te vires de bord, tu peux avoir un doute sur qui est en train de chanter. On joue aussi avec le fait qu'il y a deux violons et deux accordéons. On laisse Réjean au piano pour accompagner son frère André et commémorer les fameux frères Brunet. On fait de nouveaux timbres: l'harmonica qui joue avec la vielle à roue, ça ne s'est pas vu cent fois. Et j'ai l'impression que l'on est qu'au début des possibilités. »

Ce qui confirme le violoneux Olivier Demers: « Je pense qu'au sortir de cette tournée, on risque d'aller beaucoup plus loin si on décide de s'asseoir pour jaser d'un projet de disque. Grosso modo, dans le répertoire de Solo, il y a un côté plus lumineux qui permet de se laisser aller, ce qu'on fait un peu moins avec Le Vent du Nord. Ça fait du bien. Pendant une bonne partie du show, moi je joue debout, ce que je n'ai pas fait depuis 20 ans. »

Une nouvelle tradition

C'est dire l'énergie qui se dégage et le plaisir de la partager. Les sept musiciens se connaissent bien et depuis qu'ils se sont rencontrés au festival Mémoire et Racines en 2009, ils savaient qu'ils étaient dus pour un projet commun. A



GUILLAUME MORIN

Les sept musiciens de Solo aimeraient peut-être créer une nouvelle tradition.

cause de leurs agendas chargés, ils ont dû attendre tout ce temps avant de se réunir pour une tournée. Ils apprécient leurs différences: « Le train de De Temps Antan est quelque chose d'hallucinant, soutient Nicolas. Nous, on a d'autres façons. Lorsque Olivier compose un reel, il y a beaucoup d'influences scandinaves. J'écris des textes, ils n'en écrivent pas, mais au bout du compte, c'est un beau projet pour nous tous. »

Les sept musiciens de Solo misent sur le projet total et non sur la rencontre de deux groupes qui jouent à tour de rôle. Ils aimeraient aussi peut-être créer une nouvelle tradition. Sous quelle forme? Un spectacle annuel? Une tournée chaque année? Un jumelage des deux groupes au point de n'en créer qu'un seul? Cela reste à établir, mais on sait au moins qu'ils se produiront en 2017 devant 2000 personnes au réputé festival Celtic Connections de Glasgow. Avec quel répertoire? « Il y a 12 pièces nouvelles et tout le programme est arrangé en fonction du

projet Solo. La moitié des instrumentaux sont des compositions, mais les chansons sont presque toutes traditionnelles », répond Olivier.

Ce qui nous amène à la sempiternelle réflexion sur la musique trad et le temps des Fêtes: « On a toujours soutenu que cette musique s'écoute à l'année, mais à force de dire ça, on s'est rendu compte avec De Temps Antan que le créneau du temps des Fêtes qui était rattaché à la musique traditionnelle a été perdu. Il ne faut pas le perdre », pense Olivier. Une idée originale en 2016.

Collaborateur
Le Devoir

SOLO

Au Grand Théâtre de Québec le vendredi 9 décembre; au Pavillon de l'île à Châteauguay le samedi 10 décembre; en plus de sept autres concerts au Québec d'ici au 30 décembre. leventdunord.com/solo

LIVRE

Leloup, en gros caractères pour pas grand-chose

Jacques Lanctôt livre une revue de presse en lieu et place d'un vrai travail de biographe

SYLVAIN CORMIER

C'est la première chose que l'on voit, et ça regarde mal, comme on dit. Ces caractères géants. En combien de points, cette fonte? À vue de nez, ça permet de doubler le nombre de pages. Et ce qui serait une plaquette devient un livre d'épaisseur conséquente, format biographie. La ficelle est grosse comme un câble de pont suspendu.

La lecture confirme vite la drôle d'impression d'enflure artificielle: cette bio est à peine une bio. C'est une revue de presse déguisée en biographie non autorisée. Quiconque a écrit sur Leloup, quiconque l'a interviewé, d'Alain Brunet à Francine Grimaldi, d'Olivier Robillard-Laveaux à Philippe Rezzonico, nous sommes tous là. Les animateurs de radio et de télé aussi. L'auteur Jacques Lanctôt sait organiser ses citations, on lui concèdera ça: de généreux extraits de critique de spectacle en segment-fléuve d'entretien, le parcours professionnel de Jean Leloup est dûment parcouru.

S'intercalent les lieux et dates, et de la phrase qui meuble. « Il lance des étincelles et allume des feux d'artifice partout où il passe, puis la fièvre s'empare de la foule. » Ce ton-là. Du texte qui glisse au-dessus du sujet, qui ne creuse jamais sous les évidences.

Où est le travail de fond que l'on attend d'une biographie sérieuse? J'ai cherché en vain les éclairages des témoins qu'il aurait fallu rencontrer, la famille, les amis, les musiciens, les colla-

borateurs divers. Pas plus un Michel Bélanger patron d'AudioGram que les gars de la Sale Affaire. Quand un James Di Salvo intervient, non sans intérêt, c'est par le truchement d'un papier d'Alexandre Vigneault dans *La Presse* du 19 juillet 2003.

Leloup sans Leloup

Forcément, Leloup ayant joué au chat et à la souris avec les médias, cabotin et fantasque la plupart du temps, candide et transparent à ses bonnes heures, ce qu'il raconte est toujours sujet à caution. Un biographe aurait séparé l'autofiction d'une certaine vérité en conversant des heures durant, et maintes fois, avec l'intéressé.

Mais non, il manque Jean Leloup, justement, dans ce livre, véritable « couteau sans lame auquel il manque le manche », pour citer à mon tour quelqu'un (en l'occurrence le philosophe allemand Georg Christoph Lichtenberg). Lanctôt s'est arrangé sans son sujet, se contentant de rapporter les propos de Leloup par journalistes interposés. C'est peu que de souligner l'absence de regard cohérent, de perspective un peu juste. Un biographe aurait suivi Leloup, l'aurait observé à chaque spectacle d'au moins une tournée, voire plusieurs. Ce qui prend des années. Et de plus petits caractères.

Des motivations de l'homme, ses errances et ses convictions, ses passages à vide et ses

triumphes, sur les états de sa tête, nous n'obtenons que la surface des choses. La part connue, médiatisée. On ne le connaît pas mieux qu'avant, on ne sait pas trop ce qu'il fait, ce qu'il vit entre les albums et les spectacles. Pas trace de son écriture — les paroles des chansons —, sans doute le lieu le plus intime qui soit à notre portée. Rien, à part le « long monologue » écrit en réaction à une entrevue menée par Marc Cassivi en 2006, tel que déclamé dans une émission de radio. Avec beaucoup d'espace entre les paragraphes, ça tient en treize pages au milieu du livre, c'est toujours ça de pris.

Navrante occasion ratée, quand même. Leloup nous intéresse tellement, les diverses incarnations du personnage autant que l'homme. Parler des musiques, des influences, du guitariste? Comprendre mieux le processus créatif? Rien de tout ça dans cette boudruche en forme de biographie. Rien que des mots gonflés. À trop grossir les caractères, on ne voit plus rien. Sinon qu'il n'y a rien à voir.

Le Devoir

JEAN LELOUP

★ Jacques Lanctôt
Les Intouchables
Québec, 2016, 238 pages

CANAL	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
RC	Le Téléjournal 18 h	District 31	La Facture	Luc Langevin: Si la	De peigne et de misère	Le Téléjournal	Marina Orsini						
TVA	TVA nouvelles	Le Tricheur	Dans ma tête	A TRAVERS LE	TEMPS (2013) avec Rachel McAdams, Domhnall Gleeson.	TVA nouvelles	22h35 Denis Lévesque	23h35 Deux filles le matin					
TQ	Les Argonautes	Subito texto	Electrons libres	Appendices	National Geographic	Banc public	Conseils	Curieux Bégin	Cuisine futée	Deux hommes			
V	Atomes	Souper parfait	L'arbitre	MECHANT MALADE (2003) avec Adam Sandler, Jack Nicholson.	En mode	22h50 Allume-moi	23h50 Infopub	Zone Séduction					
RDI	Le National	RDI économie	24/60	Les grands reportages	Le Téléjournal	RDI économie	Le National	24/60	Grands rep.				
TV5	17h50 Champ...	Journal FR	Habiter le	Web Thérapie	Couple(s) / La vie conjugale	Matière grise	Seuls en mer / Haute tension	Journal/ Afrique	23h40 UNE HISTOIRE D'AME				
D	Danger dans l'espace	Nature sauvage	Zac Efron	Cauchemar sur l'autoroute	Mayday / Porté disparu	Les pires prisons du monde	Alaska: La ruée vers l'or	Docu-D					
VIE	ByeMaison	Quel âge	Quoi ton plan?	Qui vit ici?	Au chalet	Au chalet	Couilles urgentes	Maison filp	Mini-maisons	Le goût de l'amour	Médium		
MAX	Espace Découvertes	Ça va brasser!	Ça va brasser!	X-Files: Aux frontières du réel	Chicago Med / Héros d'un jour	Les disciples	Souper parfait	Souper parfait	La loi & l'ordre				
VRAK.TV	The Amazing Race	Jérémie	Code F.	Le chalet	Le chalet	Code F.	Big Bang	Journal d'un vampire	Orphan Black / Instinct	Hors d'ondes			
RDS	17h00 Le 5 à 7	Hockey 360°		LNH Hockey / Canadiens de Montréal c. Blues de St. Louis (D)		22h45 L'antichambre	23h45 Sport30	0h15 Canadien					
HISTORIA	L'Enquêteur	L'Enquêteur	Pawn Stars	Course trésors	Pawn Stars	Pawn Stars	Restauration	Restauration	L'Amérique	Fièvre encans	Vitesse grand V	Camp X	
ARTV	Le temps d'une paix	BD QC	Nouveau	Les grandes entrevues	Info, sexe	Nouveau	Marchands	Les grandes entrevues					
EXPLORA	L'Inde sauvage	Indochine sauvage		Découverte	Mégastructures nazies	La nature au combat	Curiosity	Curiosity	PeupleDésert				
SERIES+	La loi et l'ordre: Crimes sexuels	Scandale		Blue Bloods	Bones / Une seconde chance	Castle / Escapade à L.A.	C.S.I.: Les experts	C.S.I.: Les experts	La loi & l'ordre				
Z	Prêt sur gage	Remorquage	Chasseurs	Remorquage	En tuk-tuk	En tuk-tuk	Surmatériel / La première règle	T'es pas game	T'es pas game	Les pires chauffards canadiens	Sauvage		
C. SAVOIR	Cent regards	21e Siècle	Festifilm	Chanson	CORIM	Portes	Publication uni. / Grand musée	Face à Face	Carte de visite	Research	Noms de Dieux		
EVASION	SecoursDesAlligators	Monstres d'eau douce	Prises d'enfer	Père en mer	Prises d'enfer / Père en mer	Le marche du Nil / Tension	Mission café	Mission café	Bear Grylls: Une virée en enfer	Prises d'enfer	BRBR		
TFQ	Flip	Subito texto	Boum, canon	Lightning Point	TFQ 24.7	LES CHOSES DE LA VIE (1970)	22h20 Altitude	TFQ 24.7					
Cinépop	17h10 CRIMES ET DÉLITS	18h55 PHILADELPHIE (1993)	Tom Hanks.	POLYTECHNIQUE (2009)		22h20 MA VIE SANS MOI (2003)	Sarah Polley.						
SEcran	17h15 PRISON 101 (2015)	UN CORDONNIER BIEN CHAUSSÉ (2014)	20h40 PIXELS (V.F.) (2015) avec Kevin James, Adam Sandler.	ENTOURAGE (V.F.) (2015) Adrian Grenier.									
Planète	Dr Cath	Shamwari	Planète Safari	Chroniques	Sauvé	Le globe peintier / Pérou	Pourquoi nous détestent-ils, nous les juifs?	Douanes					
MATV	Billboard	Urban Nations	Black Wealth	Street Speaks	CityLife	Premières vues	UrbArt	Billboard	CityLife	Urban Nations			
CBC	CBCNews	marketplace	JFL: Gags	Coronation St.	Rick Mercer	22 Minutes	Kim's	Mr. D	CBC News: The National	CBCNews	Coronation St.	Rick Mercer	
CTV	CTV News Montreal	eTalk	The Big Bang	The Flash / The Present	This Is Us / Last Christmas	Marvel's Agents of S.H.I.E.L.D.	CTV National	News Montreal	0h05 Daily S.				
GBL	17h30 News	Global National	Timeless	NCIS / Pay to Play	Bull / Too Perfect	Chicago Fire / One Hundred	Global News	23h35 Stephen Colbert					
ABC	News at 6	World News	Local 22 News	Inside Edition	The Middle	Am.Housewife	News at 11	23h35 Jimmy Kimmel Live					
CBS	Channel 3 News at Six	Evening News	Ent. Tonight	NCIS / Pay to Play	Bull / Too Perfect	NCIS: New Orleans	Ch. 3 News	23h35 Stephen Colbert					
NBC	NBC5 @ 6	NBC News	Jeopardy!	Wheel Fortune	The Voice	This Is Us / Last Christmas	Chicago Fire / One Hundred	NBC5 @ 11	23h35 The Tonight Show				
PBS (33)	PBS NewsHour	Carol Burnett's Favorite Sketches	The Highwayman Live at Nassau Coliseum				Music Gone Public / Tommy Emmanuel	Rick Stevens' Guide to Cuba					
PBS (57)	News America	Business	PBS NewsHour	The River and It's Island	Philippe Bond Partie 1 de 2	Unis par le chant	Ed Sullivan's Rock 'n' Roll Classics / The '60s	Charlie Rose					
UNIS	Pense vite!	Bizarroscope	Balade Tor	Voyage	Fortier / La forêt meurtrière	Pense vite!	En thérapie	Durham					
HBO	Rock Icons	RockIcon / 18h50 MOMMY (2014) avec Antoine	Olivier Pilon, Anne Dorval.	21h15 TOM AT THE FARM (2013)	Xavier Dolan.	Westworld / The Bicameral Mind							
AddikTV	Les enquêtes de Murdoch	Prémonitions / Le transfert	BONS BAISERS DE PARIS (2010) John Travolta.	Mr. Robot		Le mystère Enfield	Sans regret						
TVA Sports	17h30 #Lavoie	#Lavoiedubé	Le top 25	Avant-match	LNH Hockey / Avalanche du Colorado c. Predators de Nashville (D)	Dave Morissette en direct	Le TVA sports	GUERRIER					
12/06	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit

À LA TÉLÉ

Nos choix ce soir

FINALE CHORALE

NOUS VOUS AVONS « ENDUITS » d'erreur il y a deux semaines en annonçant alors le dernier épisode original de cette saison. La vraie finale devrait plaire aux habitués puisqu'il s'agit d'un « télé-téléthon » auquel participent certains des personnages les plus populaires: messieurs Puel et Mousteille et la terrifiante marionnette Mario... *Les appendices, Télé-Québec, 19h30*

L'AMOUR À TRAVERS LE TEMPS

L'approche du temps des fêtes donne à voir beaucoup de films à l'eau de rose à la télévision. Celui-ci, réalisé par le scénariste Richard Curtis (*Love Actually, Notting Hill*), qui mêle romance et voyages dans le temps, s'avère plutôt réussi et très divertissant. *À travers le temps, TVA, 19h30*

SE FAIRE CONTER DES HISTOIRES

Le dernier spectacle de Fred Pellerin présenté en intégralité (ce soir et suite mardi prochain), ça se prend bien... *De peigne et de misère, Radio-Canada, 21 h*

Amélie Gaudreau

CULTURE

Richard Martineau poursuit Ricochet

Le chroniqueur réclame 350 000 \$ du média indépendant

PHILIPPE PAPINEAU

Le chroniqueur au *Journal de Montréal* Richard Martineau a déposé en Cour supérieure une poursuite en diffamation contre le média indépendant en ligne Ricochet pour la somme de 350 000 \$. Le média a reçu cette action juridique «comme une brique sur la tête», et évoque une poursuite-bâillon.

Richard Martineau, qui est aussi coanimateur des *Francs-tireurs* à Télé-Québec et qu'on peut aussi entendre au micro de CHOI Radio X, interpelle Ricochet, mais aussi plus directement le chroniqueur Marc-André Cyr — aussi chargé de cours à l'UQAM — et l'illustrateur Alexandre Fatta.

Au cœur du litige se trouvent deux textes publiés par le média Ricochet, fondé en 2014 et structuré en OBNL. Le premier et principal billet, mis en ligne en février 2016, s'intitule «Notice nécrologique: Richard Martineau (1961-2016)». Marc-André Cyr y simule la mort de M. Martineau pour écrire une fausse oraison funèbre, dans laquelle il souligne ses travers. M. Cyr y parle ainsi d'un «manque d'aptitude [...] enrobé d'une éclatante absence de rigueur» et d'un «pathologique narcissisme». Le tout est illustré par Alexandre Fatta, qui a dessiné un chien urinant sur la tombe de Richard Martineau.

En avril, MM. Cyr et Fatta, après plusieurs réactions suscitées par le texte, récidivaient avec un nouveau papier, «Brève réplique aux vrais valets à propos d'une fausse mort», chapeauté par le dessin d'un squelette.

Selon la poursuite déposée le 11 novembre, le demandeur estime que «ces propos et caricatures constituent une incitation à la haine visant directement le demandeur, en plus de constituer une atteinte intentionnelle à sa réputation, son honneur, sa dignité et son intégrité». Selon Richard Martineau, représenté par le cabinet d'avocats Norton Rose Fulbright, les défendeurs «ont dépassé les limites de la liberté d'expression et du simple débat d'idées, et se sont lancés dans la publication de textes et de caricatures décrivant et glorifiant» sa mort.

Richard Martineau demande 250 000 \$ à titre de dommages-intérêts compensatoires pour dommages non pécuniaires et moraux, et 100 000 \$ à titre de dommages exemplaires.

Ricochet réplique

Selon la cofondatrice et la responsable de l'information de Ricochet, Gabrielle Brassard-Lecours, l'exercice relève de la satire, et n'est pas diffamatoire.

«Oui, on trouvait que ça allait un peu loin, mais c'est une satire, on utilise l'humour pour faire un texte. Martineau lui-même a déjà fait des textes satiriques.» En 2003, alors qu'il était à l'hebdomadaire *Voir*, le chroniqueur avait d'ailleurs signé un texte intitulé «Le Journal de Montréal R.I.P.», dans lequel il simulait la mort du quotidien, le pourfendant au passage.

Dans ses principes, Ricochet affirme que ses «billets d'opinion suscitent la réflexion et le débat, pas la polémique». Gabrielle Brassard-Lecours admet que les deux billets n'étaient pas «100% dans notre mandat, mais on trouvait qu'on avait tout à fait la légitimité de les publier, comme Martineau s'octroie le droit de publier des propos tout aussi controversés» que ceux des billets litigieux, «qui s'attaquaient beaucoup plus aux idées, à la marque de commerce Richard Martineau qu'à sa personne».

Bâillon?

M^{me} Brassard-Lecours explore le fait que le premier contact entre Ricochet et M. Martineau ait lieu par cette poursuite en Cour supérieure. Aucun courriel, aucune demande d'excuse ou de rétractation n'aurait été envoyés. Elle évoque toutefois un atelier sur la liberté de presse organisé en mai par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, auquel participait Marc-André Cyr et autour duquel Richard Martineau avait émis publiquement plusieurs critiques.

«Compte tenu de la somme qui nous est demandée, qui est tellement démesurée par rapport à nos moyens — et on peut présumer que Martineau le sait —, c'est dur de ne pas voir une tentative de bâillonnement», dit M^{me} Brassard-Lecours. Je ne sais pas s'il veut nous faire fermer, mais il veut certainement nous faire taire sur certains aspects.»

Le professeur à la TELUQ Normand Landry, qui se spécialise dans l'analyse des médias citoyens et alternatifs en plus d'avoir écrit sur l'intimidation judiciaire, trouve que le montant de la poursuite est «assez élevé».

«Je vois beaucoup d'éléments qui m'apparaissent a priori problématiques», dit M. Landry. Je ne suis pas du tout prêt à la qualifier de poursuite stratégique contre la mobilisation publique, mais je peux dire que c'est une poursuite qui pose des problèmes assez sévères en matière de liberté d'expression et de liberté de la presse, notamment.»

Pour M. Landry, cette requête en Cour supérieure «s'inscrit dans le cadre de l'écrasement économique des médias indépendants au Québec, et montre leur grande vulnérabilité à des poursuites lorsqu'ils entreprennent un travail qui est de l'ordre de la critique». Il estime également qu'il est très rare de voir un chroniqueur tenter ce genre de poursuite, habituellement l'apanage des hommes d'affaires.

Joint par courriel, Richard Martineau n'a pas souhaité commenter le dossier, renvoyant *Le Devoir* au texte de la poursuite.

Ricochet, qui reçoit pour l'heure des conseils juridiques pro bono, a mis sur pied une campagne de sociofinancement. «Nous avons besoin de 50 000 \$ pour défendre la liberté de presse devant les tribunaux», demande la publication.

Le Devoir

Réjane Bougé, nouvelle présidente de l'UNEQ

Les écrivains ont voté: Réjane Bougé, auteure qui a aussi œuvré au cours des dix dernières années comme conseillère culturelle en littérature et cinéma/vidéo au Conseil des arts de Montréal, est la nouvelle présidente de l'Union des écrivains et écrivains québécois (UNEQ). Elle succède ainsi à Danièle Simpson, qui a effectué trois mandats à la présidence.

Le Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Dans une vaste étude historique qui vient de paraître, l'ex-bibliothécaire François Séguin regrette que l'État n'accorde pas une attention plus soutenue aux bibliothèques publiques.

Quelle place pour les bibliothèques publiques?

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

En matière de bibliothèques publiques, le Québec a plus souvent été du côté de l'obscurantisme que des lumières, montre François Séguin dans *D'obscurantisme et de lumières. La bibliothèque publique au Québec des origines au XXI^e siècle*, une vaste histoire de ces espaces de savoir depuis leurs origines jusqu'à nos jours.

«Le problème avec les bibliothèques publiques est que leur gestion est laissée aux municipalités, explique l'ancien bibliothécaire. Elles reçoivent plus ou moins d'investissements. Souvent, on investit plus dans l'arène.»

Ces dernières décennies, montre-t-il en conclusion de son ouvrage, l'État a régulièrement mis la hache, tous partis confondus, dans le financement de ces lieux de transmission de savoir.

Un déficit historique

Il a fallu attendre la mort de Duplessis pour qu'un embryon de politique sur les bibliothèques publiques apparaisse. «Avant, il n'y a à peu près rien en matière de bibliothèques publiques. Quelques succursales à Montréal et dans certaines villes, mais rien de très développé. Au début des années 1960, il y a encore "un enfer", cet endroit où l'on place les livres jugés infréquentables par l'Église. Et dans les milieux ruraux, il n'y a quasi rien avant la fondation des bibliothèques centrales de prêts.»

C'est le gouvernement de Paul Sauvé, éphémère successeur de celui de Duplessis, qui laisse entrevoir de nouvelles perspectives quant à la place que doivent avoir les bibliothèques publiques dans une société moderne. «Mais contrairement à ce qu'on pourrait croire, très peu a été fait pour les bibliothèques durant l'effervescence des années 1960: il y avait tant d'autres choses dont il fallait s'occuper!»

Un véritable plan quinquennal de développement des bibliothèques n'apparaîtra qu'au début des années 1980. «C'est le plan du ministre Denis Vaugeois. C'est tardif. Et de là jusqu'à aujourd'hui, tout est allé en dents de scie, avec plus ou moins d'investissement.»

En 1992, observe-t-il, la Loi sur les bibliothèques publiques a été abrogée. «Si bien qu'on n'a plus vraiment de cadre légal sur les bibliothèques publiques au Québec, à la différence de l'Ontario. Une loi peut prévoir les objectifs à atteindre, le rôle de l'État, les modalités de financement. [...] Le Québec demeure en retard par rapport au reste du Canada en matière de bibliothèque.»

S'il y a eu un certain rattrapage depuis les années 1960, il reste encore beaucoup à faire selon lui. «Plutôt que de toujours s'en remettre à des mesures ponctuelles, une loi-cadre formaliserait les besoins et les moyens de les atteindre.»

L'esprit de soutane

La première bibliothèque publique au Québec est anglaise. Au lendemain de la cession du pays à la couronne anglaise, le gouverneur Haldimand voit dans la création de la Quebec Library un outil servant à la diffusion d'une pensée favorable aux visées politiques du nouveau pouvoir en place. N'y avait-il pas de livres en circulation dans l'univers de la majorité française? Oui, bien sûr, mais comme l'écrivait le bibliothécaire Égégidius Fauteux, célèbre dans les rangs de sa

profession, il faut absolument «s'aider du microscope de l'imagination» pour le percevoir...

À Montréal, il faut attendre 1796 pour voir l'apparition d'une première bibliothèque par souscription. Après sa disparition à la suite d'un incendie en 1821, une nouvelle bibliothèque, qui reprend la collection d'origine, est ouverte à ses membres du lundi au samedi, de 9 h à 16 h tandis qu'une pièce où les journaux sont mis à la disposition est ouverte pour sa part jusqu'à 22 h. La bibliothèque est liée à l'Échange, l'ancêtre de la Bourse: le savoir et la culture constituent des moyens pour ceux qui en détiennent les moyens.

Aux environs de 1780, la moyenne de l'alphabétisation dans le Bas-Canada, plus ou moins le Québec de l'époque, est de 16%. Dans la ville de Québec, ville de pouvoir et d'administration, 41% de la population sait lire et écrire.

«J'entends souvent dire que l'Église a créé chez nous les bibliothèques. Ce n'est pas la réalité. Toutes les fois que le clergé s'intéressait aux bibliothèques paroissiales, c'était pour tenter de limiter l'influence des bibliothèques publiques.»

Ces bibliothèques paroissiales apparaissent en réaction. «Quand l'Institut canadien disparaît, l'intérêt de l'Église pour le développement des bibliothèques s'effrite.»

Lorsque le multimillionnaire américain Andrew Carnegie souhaite offrir à Montréal une immense bibliothèque publique à condition que celle-ci s'engage à entretenir les collections, l'Église s'élève contre le projet. «L'Église souhaitait que seulement des ouvrages techniques circulent dans ces bibliothèques.»

Nouvelle réalité

À l'heure d'une dématérialisation grandissante, la place et le rôle social des bibliothèques doivent-ils être remis en question? «La dématérialisation n'empêche pas le livre de continuer d'exister. Il faut quand même l'acheter! La bibliothèque offre un accès aux livres, sous tous les supports. Un accès gratuit. La fonction de la bibliothèque est de démocratiser, de rendre disponible, de diffuser, en particulier dans les milieux défavorisés.»

Devant le fouillis d'Internet, où tout est loin d'être gratuit, «la bibliothèque publique met à la disposition de tous des ouvrages de référence en ligne et beaucoup de banques de données, des services, des conseils, des équipements.» Sans parler des conférences, des lectures pour les enfants, des ateliers. «J'ai travaillé des années dans une bibliothèque publique. Je sais très bien qu'un lieu pareil donne accès à des savoirs dont les gens n'auraient pas les moyens sans elle.» Mais les moyens manquent et la façon d'appréhender la

bibliothèque publique uniquement sous l'angle des «loisirs» continue de faire des ravages.

Pendant 32 ans, François Séguin a été bibliothécaire, en particulier dans le quartier défavorisé dans Hochelaga-Maisonneuve. «Bibliothécaire, c'est le plus beau titre que j'ai eu de ma vie!»

Le Devoir

D'OBSCURANTISME ET DE LUMIÈRES LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE AU QUÉBEC DES ORIGINES AU XXI^e SIÈCLE

François Séguin
Hurtubise,
Montréal, 2016, 657 pages

FRANCE

Nouvelles encourageantes du chanteur Polnareff, toujours hospitalisé

Paris — Le chanteur français Michel Polnareff, 72 ans, restait hospitalisé lundi soir près de Paris dans un état grave, en raison d'une embolie pulmonaire, mais «les nouvelles sont encourageantes», a annoncé son médecin.

L'interprète de *La poupée qui fait non* «n'est plus» entre la vie et la mort, a déclaré le Dr Philippe Siou, à la radio RTL.

«Les nouvelles sont encourageantes, dans la mesure où un diagnostic a été effectué [...]. Dans 48 heures, on pourra dire qu'il est totalement sorti d'affaire», a ajouté son médecin.

Michel Polnareff a dû annuler les deux derniers concerts de sa tournée, prévus pour vendredi à Paris et pour samedi à Nantes.

Il «est totalement conscient», a révélé le Dr Siou, soulignant que le chanteur a «eu un choc» quand il a appris le diagnostic.

Michel Polnareff, connu pour sa chevelure blonde et ses éternelles lunettes noires, a été hospitalisé samedi après-midi à l'hôpital américain de Neuilly, en région parisienne, avait déclaré plus tôt dans la journée son attaché de presse.

En pleine tournée en France, pour la première fois en neuf ans, le chanteur avait «subi des infiltrations», mais «vendredi matin, il était pris d'importants vertiges et de chute de tension».

La campagne de Michel Polnareff, Danyellah, avait posté samedi soir un message sur le compte Facebook du chanteur: «Sur ordre médical, il DOIT se reposer. Il est très peiné par ces décisions nécessaires à une complète récupération, les médecins lui ayant conseillé de quitter momentanément les réseaux sociaux pour un repos complet», avait-elle écrit.

Les concerts à Paris et à Nantes devaient mettre la touche finale à une tournée de sept mois dans toute la France, mais aussi en Belgique et en Suisse, où le chanteur a revivifié ses 50 ans de carrière.

Avant sa précédente tournée en 2007 marquée par un méga-concert au pied de la tour Eiffel à Paris pour la fête nationale du 14 juillet, cette icône de la pop française n'avait plus chanté en France depuis 1973, date à laquelle il était parti s'installer aux États-Unis à la suite de problèmes fiscaux.

Anticonformiste, l'artiste avait choqué la France deux ans avant mai 1968 avec *L'amour avec toi*, quelques mois avant *Le bal des Laze*, un de ses grands succès.

En octobre 1972, son affiche «PolnaRévolution» sur laquelle il montrait ses fesses pour la promotion d'une série de concerts dans la salle parisienne de l'Olympia, avait fait scandale.

Au cours des 25 dernières années, il s'était fait plus discret, ne sortant que deux albums live sur cette période — *Live at the Roxy* (1996) et *Ze (re) Tour 2007* (2007). Son dernier disque studio remonte à 1990 (*Kâma Sâtra*).

Agence France-Presse



VALÉRY HACHE AGENCE FRANCE-PRESSE
Michel Polnareff, connu pour sa chevelure blonde et ses éternelles lunettes noires, a été hospitalisé samedi à Neuilly.



EVGENIY EVTIUKHIN ICA

D Lire aussi · Le compte rendu par notre critique Christophe Huss du concert du pianiste russe Lukas Geniussas, sur toutes les plateformes numériques du *Devoir*.